|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Province*** | ***Législature*** | ***Session*** | ***Type de discours*** | ***Date du discours*** | ***Locuteur*** | ***Fonction du locuteur*** | ***Parti politique*** |
| Québec | 38e | 1re | Étude des crédits du ministère de l’Éducation | 15 avril 2008 | Mme Michelle Courchesne | Ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille | PLQ |

**Mme Courchesne:** Merci beaucoup, M. le Président. D'abord, j'aimerais saluer mes collègues parlementaires. Merci d'être là. Mon adjointe parlementaire, la députée de Gatineau, je vous trouve bien seule, ce matin, de ce côté de la table. Mais je veux saluer aussi le député de Mirabel de même que la députée de Taillon, critiques officiels en matière d'éducation, de même que les autres collègues parlementaires présents.

Permettez-moi, M. le Président, de vous présenter, à ma droite, le sous-ministre de l'Éducation, M. Boivin, qui m'accompagne, de même qu'à l'arrière-plan toute cette formidable équipe du sous-ministre, du secrétariat, qui, depuis plusieurs semaines déjà, ont travaillé avec acharnement pour offrir aux parlementaires une information qui soit juste, adéquate, précise et qui puisse faciliter la teneur de nos travaux. Soyez assurés de notre plus entière collaboration en toute transparence. Cet exercice est un exercice démocratique auquel je crois beaucoup parce que, ce matin et dans les jours qui suivent, nous allons parler d'éducation, mais nous allons surtout parler de notre engagement à former notre jeunesse, notre investissement à mon sens le plus précieux pour l'avenir du Québec. À ma gauche, Jean-Sébastien Marineau, directeur de cabinet, et vous aurez compris que les attachés politiques liés à chacun des dossiers sont aussi présents ce matin pour nous soutenir dans cette démarche.

Alors, si vous me permettez, j'aimerais souligner, d'entrée de jeu, que le budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'élèvera, en 2008-2009, à 14 milliards de dollars, 13,9 milliards, pour être plus précis. C'est un accroissement de 601 millions ou 4,5 % par rapport au budget de dépenses de l'année 2007-2008. Mais je vous dirais, M. le Président, qu'il est très important à mon sens de situer ces enveloppes budgétaires dans le cadre plus large du réinvestissement que le gouvernement a fait depuis 2003. Pourquoi je veux ramener ça à cette dimension-là? Pour démontrer, en toute franchise mais en toute simplicité aussi, la priorité que nous accordons à l'éducation au Québec. Depuis 2003, les budgets ont crû de 25 %. C'est plus de 2,8 milliards de dollars que nous avons réinvestis dans notre système d'éducation, du jamais-vu, M. le Président.

Moi, je veux bien que nous soyons critiques, au cours des prochaines heures, par rapport aux choix que nous pouvons faire, mais je voudrais que nous soyons tous conscients que ce 2,8 milliards de dollars est un investissement majeur mais qui porte fruit, parce qu'il ne s'agit pas uniquement de discuter des montants, il s'agit surtout de dégager une vision, une vision d'avenir. Et, en éducation, lorsque nous intervenons, nous devons intervenir sur une longue période, tout ne peut pas se faire en peu de temps, et l'éducation a besoin de cette stabilité, a besoin de cette stabilité de réinvestissement et a besoin aussi de cette vision claire, mais de cette stabilité dans la planification, dans la capacité de voir venir, pour l'ensemble de nos institutions. Et je crois que le tour de force, M. le Président, depuis 2003, c'est que nous avons réussi justement à donner des orientations à tout le réseau. Ils peuvent désormais planifier parce que nous annonçons maintenant nos investissements sur une période de cinq ans et que, dans ce sens-là, en termes de gestion, il est donc beaucoup plus facile et plus structurant en tout cas de pouvoir planifier cette évolution de nos réseaux.

Dans le réseau primaire et secondaire, c'est une augmentation de 17,9 %, 1,2 milliard de plus entre 2003 et 2008; dans le réseau collégial, 24 %, 354 millions de dollars de plus; dans le réseau universitaire, 47 %, M. le Président, 882 millions. Et je sais, M. le Président, que ce sujet intéresse particulièrement la députée de Taillon et je veux tout de suite lui dire, d'entrée de jeu, que, cette année, dans le 601 millions pour l'ensemble du réseau de l'éducation, il y a 322 millions en coûts de système. Parce que je sais que, pour certains des parlementaires, des coûts de système, ce n'est pas vraiment de l'argent, ce n'est pas vraiment de l'investissement. On aura de bons débats sur cette question-là. Mais je veux dire aux parlementaires qu'il y a quand même 279 millions de dollars en développement. Donc, ce sont des sommes qui permettront, encore une fois, de prévoir l'avenir, et, dans ce sens-là, M. le Président, si on calcule sur l'ensemble du 25 % d'augmentation dans le réseau, il est évident que nous progressons, et nous progressons de façon extrêmement avantageuse.

Vous dire que dans le réseau primaire et secondaire, oui, il y a des efforts pour réaligner le renouveau pédagogique. Oui, nous avons fait des annonces majeures dans ce sens-là pour rétablir l'équilibre entre l'acquisition de connaissances... mais cette acquisition de connaissances, qui peut tout à fait être compatible avec la capacité de nos jeunes de bien comprendre et de bien intégrer ces connaissances dans l'explication de leur société et de leur environnement immédiat. Mais beaucoup reste à faire, et il me fera plaisir de partager encore une fois d'autres éléments qui seront déployés au cours des prochains mois dans ce sens-là.

Au niveau du réseau collégial, j'apprécie énormément l'effort du gouvernement d'avoir répondu à l'appel des cégeps et de réinvestir 40 % des sommes du réinvestissement fédéral. Les cégeps sont rassurés. Mais je vous dirais que les cégeps ont une fonction déterminante pour faire cet arrimage entre l'emploi... entre la formation et les besoins de main-d’œuvre. Un plan d'action éducation-emploi sera déployé, et il me fera plaisir de partager ça avec vous. Mais les cégeps dans les régions du Québec ont un rôle crucial à cet égard-là, et c'est pour cette raison que nous les soutenons de façon adéquate.

Quant au réseau universitaire, je sais que nous parlerons de gouvernance, nous parlerons de meilleure capacité d'offrir les programmes québécois toujours en préservant la qualité de l'enseignement, une très grande préoccupation et un très grand enjeu au niveau du corps professoral de nous assurer que nous gardons les meilleurs, mais de nous assurer que notre qualité d'enseignement peut tout à fait se comparer avec le reste du Canada, mais se comparer aussi à l'échelle internationale. Et il sera intéressant de voir la répartition des nouvelles sommes annoncées dans le budget de la ministre des Finances à cet égard-là. Je pourrai partager ces informations avec l'ensemble de mes collègues.

Vous parlez bien sûr du décrochage scolaire, la députée de Taillon l'a mentionné la semaine dernière à l'Assemblée nationale. Il est faux de prétendre que le gouvernement du Québec n'a pas de plan en matière de décrochage scolaire, bien au contraire, mais ça se passe, là aussi, région par région, ça se passe, là aussi, à travers la mobilisation des principaux intervenants. Seul, le ministère de l'Éducation ne peut pas arriver complètement. Dans les méthodes de 2008, il faut que le milieu, tous les intervenants socioéconomiques se mobilisent autour de cet enjeu crucial. C'est inacceptable qu'en Estrie, par exemple, il y ait des taux de décrochage d'au-dessus de 35 %, mais cette région est tout à fait consciente de ça, et il y a là aussi des efforts extrêmement intéressants que nous soutenons et que nous allons continuer de soutenir. Et il faut aborder cette question-là aussi avec confiance, optimisme bien sûr, mais avec confiance, et c'est de cette façon que nous allons témoigner de notre appui.

Vous savez, par exemple, que les enfants en difficulté sont une priorité, et, dans les prochaines semaines, un plan d'intervention très structuré sera soumis publiquement. Mais je peux vous dire que nous progressons de belle manière à cet égard-là, et ça me fera plaisir d'échanger encore une fois.

Et je terminerai cette allocution sur bien sûr la place du français. La place du français, primaire, secondaire, oui, mais je peux vous assurer que la place du français sera élargie aussi dans le réseau collégial et universitaire, parce que cette langue, cette langue fait partie de notre identité et de notre culture, mais cette langue définit ce que nous sommes comme nation. Et croyez-moi que j'ai un engagement complet envers notre capacité d'accroître la qualité de l'enseignement de la langue française, et bien sûr que ça commence par la formation des maîtres. Mais, là aussi, il me fera plaisir d'échanger plus en profondeur avec vous sur les moyens à prendre.

Bref, M. le Président, je veux dire à l'ensemble de mes collègues que ce défi que nous avons, nous l'avons collectivement, nous l'avons comme responsabilité, et je dis toujours que nous l'avons bien au-delà de la partisanerie autour de cette table. Et je sais, M. le Président, que c'est avec beaucoup de sérieux et de rigueur que nous aborderons les prochaines heures pour encore une fois partager avec les élus, les parlementaires, mais partager avec l'ensemble de la population les moyens qui feront en sorte que nous pourrons dire qu'au Québec notre système d'éducation répond véritablement aux aspirations, à la capacité, aux besoins et très certainement à notre jeunesse, qui est véritablement l'enjeu de notre avenir. Merci beaucoup, M. le Président.